

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 342

Mercredi 8 octobre 1975

ESPAGNE :

A PROPOS DU PRÉTENDU «CYCLE INFERNAL»

Depuis l'assassinat par Franco de cinq militants antifascistes du FRAP et de l'ETA, sept policiers franquistes ont été exécutés par les antifascistes espagnols tandis que lundi des groupes fascistes ont assassiné chez lui le frère de deux membres de l'ETA. Il n'en faut pas moins à toute la presse bourgeoise pour se déchaîner sur le prétendu cycle «terrorisme-répression-terrorisme».

Le fond de cette argumentation particulièrement chère à Georges Marchais, c'est que la lutte armée contre Franco est la cause de la répression sanglante. Mais n'est-ce pas la camarilla franquiste qui a engagé la guerre civile en 1936, n'est-ce pas ces monstres soutenus par Hitler qui n'ont cessé durant plus de trente ans d'exercer une répression féroce contre toute «opposition» ?

Depuis plus de trente ans les peuples d'Espagne ont vu des milliers de leurs fils soumis à la prison, à la torture et à la mort. Il faut vraiment un cynisme prodigieux pour prétendre que la répression franquiste commence aujourd'hui. C'est à peu près comme si l'on disait que la répression hitlérienne a commencé en 1941 en Europe avec les débuts de la Résistance, alors que depuis 1933 les nazis avaient instauré une dictature terroriste ouverte accompagnée de camps de concentration pour les opposants au régime en Allemagne.

Or, quelle différence entre Franco et Hitler ou Mussolini : aucune ! Personne ne pourra expliquer aux peuples d'Espagne qu'il faut attendre des changements «pacifiques» avec patience.

La clique Marchais ou celle de Carillo en Espagne aime citer l'exemple portugais. Or rien n'a été moins pacifique que le renversement du régime Caetano ! Ce sont principalement des milliers et des milliers de combattants héroïques du Mozambique, de Guinée Bissao, d'Angola... qui ont par leur lutte armée entraîné la chute du régime fasciste de Caetano. Il est indispensable de ne pas oublier cela.

Les marxistes-léninistes ne sont pas des partisans de la violence à tout prix, ni de la lutte armée d'une minorité non appuyée par les masses populaires, mais lorsque c'est tout un peuple qui veut le renversement des tyrans qui le persécutent alors la seule voie juste est celle de la lutte armée.

L'injustice suit son cours :

MENACES DE SANCTIONS CONTRE LE JUGE DE CHARETTE

Le PDG responsable de la mort d'un ouvrier est en liberté. Le juge qui avait voulu que pour une fois les choses ne se passent pas ainsi est, lui, menacé de sanctions voire d'inculpation. C'est là l'image même de la justice bourgeoise. Le juge de Charette avait fait bafouiller les mécanismes de la justice des capitalistes, les choses sont maintenant revenues dans l'ordre.

Lecanuet en personne est intervenu pour qu'il en soit ainsi. Lors d'une conférence de presse il devait mettre en cause le juge de Charette en déclarant : «Il est à redouter que des magistrats puissent obéir à des consignes politiques ou syndicales». Il devait encore s'indigner de la détention préventive du PDG : «les arrestations ne devraient être ordonnées que lorsqu'elles s'avèrent indispensables et non pas pour faire un coup d'éclat». Mais il ne dit rien de ces 14 000 personnes qui sont à l'heure actuelle en détention préventive. Il est vrai qu'elles sont issues du peuple.

Le barreau de Béthune a lui aussi violemment attaqué le juge de Charette et a émis une «protestation solennelle contre une telle conception de la justice.»

Le PDG Chapron a pour sa part déclaré : «j'ai senti dès le début qu'il était guidé par des idées politiques qui lui ont fait perdre toute objectivité.»

Aujourd'hui le PDG se repose. Et dans un cimetière il y a un ouvrier, mort parce que ce PDG l'avait obligé à travailler dans des conditions dangereuses.

GRANDS PROCES A TUNIS

Les révolutionnaires jugés demeurent inflexibles

La cour de sûreté de l'Etat de Tunis a prononcé, le 4 octobre, son verdict à l'encontre de 89 opposants à la dictature de Bourguiba. Ce procès politique, commencé le 26 septembre, a connu de nombreux incidents. Les inculpés ont rejeté les accusations, chanté des chants révolutionnaires... Les motifs d'inculpation sont, comme lors des procès précédents, guidés par la volonté de réduire au silence le peuple opprimé : complot contre la Sûreté de l'Etat, maintien d'organisation illégale (la plupart étant des militants marxistes-léninistes de l'organisation «Le Travailleur tunisien - El Amel Tounsi»), d'insultes au chef de l'Etat et à des membres du gouvernement, diffusion de fausses nouvelles (distribution de tracts !).

La fermeté des inculpés et des avocats de la défense, face à ces procès où le ver-

dict est préparé d'avance, a obligé la cour à respecter les délais légaux nécessaires à la connaissance des dossiers.

Parmi les accusés, 39 sont condamnés à des peines de prison allant de 6 mois à 7 ans, 28 sont condamnés par contumace à des peines de 5 à 9 ans de prison, 12 ont eu des peines d'emprisonnement avec sursis, 10 ont été acquittés.

Certains «aveux» extorqués par la torture ont ensuite été désavoués et les inculpés ont refusé de signer les procès verbaux. Tout au long du procès les accusés ont fait preuve d'une grande détermination et montré leur volonté inflexible de continuer la lutte et leur attachement à la cause du peuple tunisien.



GRANDIN (MONTREUIL 93)

150 SALAIRES REPRIS SUR 500

Les travailleurs de Grandin, en lutte depuis un an, n'ont pu obtenir la réintégration de tous leurs camarades. Cela n'empêche pas les faux amis de la classe ouvrière de titrer dans leur feuille mensongère du 1er octobre : «La victoire de Grandin. Plus d'une année de lutte pour imposer la relance de l'usine» ! Encore une fois c'est la relance de l'économie capitaliste qui les intéresse.

Tout d'abord il faut préciser que c'est seulement une petite minorité qui sera reprise.

Une nouvelle société sera créée sans doute prochainement: Artelec. Elle reprendrait d'abord 120 travailleurs et travailleuses pour atteindre un effectif total de 150 (sur 500 !) dans le courant de l'année 1976. Quant aux 350 autres — même si quelques-uns ont retrouvé du travail — la plupart font d'ores et déjà partie de l'armée de chômeurs.

Quelques licenciements en moins que ceux prévus et voilà que les traîtres qui dirigent le P.C.F et la CGT appellent cela une «victoire» ! Victoire pour qui, sinon pour les capitalistes qui ont, avec la complicité des chefs révisionnistes, fait accepter le chômage ? Il ne peut pas y avoir de victoire quand on laisse 350 camarades sur le pavé.

Ils ont le culot d'écrire que «Grandin s'inscrit dans la lignée de Lip...»

Quelle infâme démagogie, et quel grossier mensonge, car les travailleurs de Lip qui avaient dans la lutte rejeté catégori-

quement la ligne de capitulation des dirigeants P.C.F et CGT, ont tous été réembauchés.

Le 2 octobre, dans l'Humarévionniste, ils ont le culot d'écrire «les travailleurs et leur syndicat apprécient l'importance des résultats obtenus».

Pour essayer de faire accepter le chômage en douceur, car la pillule est de plus en plus dure à avaler, les dirigeants traîtres spéculent sur les améliorations de salaires qui ont été obtenues. Comme ils ont fait pour les 17 ouvriers de Renault, ils bradent les licenciements pour des indemnités. Ce qui montre bien que contrairement à ce qu'ils crient sur tous les toits, ils ne veulent pas lutter contre les licenciements et le chômage. En fait, ils font semblant parce qu'ils sont poussés par la base, parce que les travailleurs sont profondément mécontents et en colère contre le système capitaliste. En faisant semblant de les soutenir, ils veulent récupérer cette volonté de lutte à Grandin comme ailleurs, pour la détourner pour qu'il ne soit porté aucune atteinte fondamentale au système capitaliste.

Pour donner du «grandiose» à leur cirque sinistre, les bonzes révisionnistes qui dirigent la municipalité de Montreuil y vont de leur petite chansonnette. La municipalité, disent-ils, «prend acte avec satisfaction de la conclusion du conflit» !

Suivre les révisionnistes aboutit inévitablement à la défaite, c'est l'exemple de Lip qui mène à la victoire.

C.E.S. SAINT-ANDRE (MARSEILLE)

SEULE LA LUTTE A PAYE

Le CES Saint-André, situé dans la banlieue Nord de Marseille eut la surprise d'apprendre, le jour de la rentrée, qu'il manquait trois classes et trois professeurs. En effet, malgré les promesses faites dès le printemps 75, il n'y avait ni locaux, ni enseignants pour les 80 élèves des classes de transition (bien sûr, pas des classes de type 1...) : ces élèves se trouvaient à la rue.

Pendant une semaine le directeur du CES se démena. En vain : le recteur d'Aix le renvoyait à l'inspection académique, l'inspection académique se déchargeait sur la municipalité, et inversement. Devant cette mauvaise volonté évidente une assemblée générale réunissant l'ensemble des enseignants, les représentants

des personnels de service et des parents d'élèves vota à l'unanimité une grève sur le tas. Au bout de 12 heures, les trois enseignants sont nommés (dont une femme en congé de maternité) et des locaux proposés à Saint-Louis-le-Rève, à 4,5 km. Les parents demandent alors un moyen de transport gratuit pour les élèves : il leur est répondu qu'il faut au moins 5 km pour avoir droit à la gratuité des transports. La grève continue. Finalement, au bout de 24 heures, devant la fermeté des grévistes, la fermeté du soutien des parents d'élèves, l'administration cède : trois classes vides furent dénichées près du CES à l'école communale de Saint-André.

Correspondant H.R.

Grenoble

Devant des menaces de grève, le patron de Cometa recule

A Cometa (70 travailleurs), fabriquer de matériel électronique, en juin dernier la direction s'était engagée à aligner les salaires de l'usine sur ceux d'une autre entreprise grenobloise, plus importante, Merlin Gerin. Mais les vacances passant par là-dessus, M. Pons de Vincent, le patron, devait oublier ses belles promesses. Et, en septembre, lors d'une réunion du Comité d'entreprise, la direction annonçait que l'augmentation serait de 2 à 3%.

A l'annonce de cette nouvelle, la colère des travailleurs monte immédiatement. Considérant que le patron ne respecte pas ses propres engagements, et qu'en plus il se paie leur tête-2 à 3 % alors que les prix grimpent à une vitesse de «croisière» supérieure à... 4 % par trimestre ! — les ouvriers soutenus par leur section CFDT — qui n'a alors qu'une petite semaine d'existence — se consultent et décident de passer à l'action.

Le lendemain, 26 septembre, un tract CFDT propose concrètement des formes de lutte et il demande aux travailleurs de se prononcer dessus. Le tract ajoute : «Si nous n'agissons pas, M. Pons de Vincent dira comme il a toujours dit : attendez la prochaine fois, vous aurez

plus. Souvenez-vous de l'année dernière à la même époque, il a fallu se servir de ce moyen (la grève) pour que nous ayons 200 F d'augmentation (...) Il ne faut plus croire aux promesses, car elles ne sont que paroles en l'air, cela s'est vérifié déjà plusieurs fois. Seule la lutte paie, nous avons intérêt à agir comme cela.»

Il est ainsi décidé par 92 % des travailleurs que le délégué syndical aura une entrevue avec M. Pons de Vincent pour connaître le montant exact de l'augmentation. Si le résultat de cette entrevue est négatif, si les augmentations sont inférieures à celles promises en juin (l'alignement sur Merlin Gerin), il est prévu que le personnel débrayera jusqu'à obtenir gain de cause.

Dès l'après-midi, le PDG convoque une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise. Lors de cette réunion, la direction annonce que le personnel aura ce qu'il demande. Ainsi la direction effectue un premier recul devant les menaces du personnel, et les travailleurs remportent la victoire. Aujourd'hui ils sont bien décidés à continuer à se battre pour les 40 heures par semaine et des augmentations uniformes de salaires.

ECHOS

MAGASINS INNO EN GREVE

A Inno-Montparnasse les travailleurs sont en grève depuis le samedi matin 4 octobre à 6h. Ils n'ont pas attendu ceux d'Inno-Nation ni de Passy. Dans un tract commun des trois magasins, signé «Le personnel en grève», ils disent : «Pensez-vous qu'une vendeuse puisse vivre décemment avec 1 400 F par mois ? Ou une caissière avec 1 600 F ?». Ils demandent 300 F d'augmentation uniforme, 5 semaines de congés payés, et disent non aux licenciements.

«Notre travail est pénible : bruit, horaires tardifs... Nous

luttons pour obtenir un salaire décent» disent-ils à juste titre.

Ainsi la grève s'étend dans les grands magasins, et fait tache d'huile.

Après la victoire des travailleurs du «Mammouth» à Rennes (entre autres 100 F d'augmentation de salaire), la grève se poursuit au «Printemps» de Rennes, aux Galeries Lafayette de Lyon, elle s'est étendue à Montpellier, aux magasins «Conforama» du Kremlin-Bicêtre, de Maisons-Alfort et Rungis, aux meubles Mobb à Toulouse, au «Radar» à Clermont-Ferrand.

Flash sur la lutte du personnel du centre de recherche de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

La détermination du personnel du Centre de recherche a fait céder la direction de l'Institut : une secrétaire dont on voulait se débarrasser astucieusement en lui faisant signer un contrat à durée limitée chez un autre employeur a été réintégrée. La direction lui a versé les salaires de juillet-août et septembre le matin même du jugement au tribunal des Prud'hommes. Elle savait que l'affaire était perdue pour elle et souhaitait éviter de passer devant le juge. Mais le

personnel ne lui a pas fait ce cadeau et le patron a dû lui-même, avec son avocat, expliquer au tribunal qu'il avait réglé les salaires non-payés.

Les négociations doivent reprendre sur les autres points dans quelques jours. Gageons que la leçon aura servi et que la direction y regardera à deux fois avant de contraindre à nouveau les travailleurs à la lutte.

Correspondant H.R.

L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 8 octobre 1975

PORTUGAL

VERS LA
GUERRE CIVILE ?

L'avenir du 6ème gouvernement portugais se joue actuellement dans les casernes en pleine effervescence. C'est maintenant au niveau des simples soldats que se déroule la lutte politique qui a opposé, au cours de l'été, les officiers supérieurs du MFA, se terminant provisoirement par une défaite des éléments pro-soviétiques.

Partisans de Soarès, de Cunhal ou de «l'extrême gauche» se disputent le pouvoir militaire, créant une situation explosive dans l'armée. On assiste à des vagues de dissolution et «restructuration» de régiments entiers. Celles-ci se réalisent ou échouent selon le rapport de force dominant à tel moment ou dans telle région.

Le régiment d'artillerie légère de Lisbonne, le fameux Ralis, qui avait été un des piliers du gouvernement pro-soviétique de Vasco Gonçalves, se proclame menacé par une tentative de dissolution gouvernementale et multiplie l'organisation de manifestations populaires en sa faveur.

De leurs côtés, les socialistes de Mario Soarès l'ont accusé publiquement d'avoir trempé dans la préparation d'un complot qui aurait dû se réaliser, d'après eux, dans la nuit du 1er octobre. Et ils apportent ouvertement leur appui aux commandos d'Amadora, dirigés par le général Neves, qui avait été l'objet d'une tentative d'élimination sous le 6ème gouvernement provisoire.

Les nombreux et multiples mouvements qui se réclament de l'extrême gauche sont influents dans les comités «soldats unis vaincra» (SUV). Ces derniers organisent clandestinement les soldats pour un mouvement de résistance à la restauration de l'autorité «traditionnelle» dans l'armée. Il est certain que le P«C»P, de son côté, ne reste pas inactif et travaille aussi, à l'ombre de ces comités, à restaurer son influence, après ses échecs récents. Une telle pagaille qui met en difficulté le gouvernement où dominent ses rivaux socialistes, ne peut que le réjouir. Détail révélateur : l'«Humanité» se fait l'écho assez complaisant des activités des SUV qui annoncent pour les jours prochains une importante manifestation dans les rues de Coimbra, fief de la région militaire d'un des leaders les plus en vue du «groupe des 9», le commandant Charais.

Pendant ce temps, les disparitions se multiplient dans les arsenaux. Il y a à quelques semaines, au cours d'un meeting au «Campo pequeno», Cunhal menaçait en affirmant que son parti était prêt à la guerre civile. La presse portugaise qu'il contrôle encore largement, s'est jusqu'ici peu fait l'écho du fait que dans les sièges du parti révisionniste pris d'assaut au cours de l'été, on a trouvé des centaines d'armes. Certains groupes s'entraînent au tir en plein jour sur les plages de Ericeira, avec

la complicité de Ralis et de la police militaire.

Récemment, un millier de fusils mitrailleurs ont disparu de l'arsenal de Lisbonne. Un officier qui y travaillait a affirmé que ces armes avaient été remises «à des travailleurs et paysans révolutionnaires». Mais s'il est juste d'affirmer que «le peuple armé ne sera jamais vaincu» encore faut-il pour cela que ses armes soient tournées vers ses plus dangereux ennemis du moment. On ne saurait affirmer que c'est bien le cas des multiples fusils dérobés et «distribués».

La situation toujours instable au Portugal est donc en ce moment particulièrement explosive.

La déclaration que viennent de signer en URSS le président Gomes et le chef de file du social-impérialisme contient un passage important que ce dernier a dû signer à contre-cœur :

«Les deux parties attribuent une importance primordiale aux garanties que chaque État a le droit souverain de décider de son propre destin sans ingérence directe ou indirecte, quelle que soit son origine.

«Elles estiment que personne ne peut imposer à d'autres peuples le moyen de décider de leurs affaires intérieures.»

En insistant pour inclure ce paragraphe, la délégation portugaise a clairement affirmé qu'elle n'entendait pas devenir une zone de «souveraineté limitées» dans la mouvance russe. Mais, dans le même temps, Brejnev, spécialiste des déclarations et signatures effrontément mensongères, attise le feu au Portugal. Inlassablement, aux côtés du peuple portugais, nous devons travailler à le démasquer et à le combattre.

Tunisie : lourdes condamnations
contre les militants marxistes-léninistes -

«La Cour de sûreté de l'État» tunisienne vient de rendre un verdict expéditif contre les 89 militants révolutionnaires jugés ces jours-ci pour leurs luttes au service de la classe ouvrière et du peuple tunisien, et pour l'indépendance nationale de la Tunisie.

De très lourdes peines y ont été prononcées : 39 condamnations fermes allant de 7 ans à 6 mois de prison, 12 condamnations avec sursis de 2 ans à 6 mois de prison ainsi que 29 condamnations par défaut de 9 à 5 ans de prison.

L'essor des luttes populaires ne se ralentit pas malgré la répression. En septembre, 25 habitants de Gafso ont été arrêtés à la suite du sabotage d'un night club et d'une salle de cinéma, nouvellement bâtis, causant de gros dégâts. Le soir même plusieurs slogans dénonçant la politique antipopulaire du régime étaient inscrits sur les murs des deux édifices. On pouvait notamment lire : «A bas la culture impérialiste antipopulaire !»

Des sionistes à Moscou

Sur l'invitation du comité soviétique pour la paix, une délégation sioniste de 5 membres du «Comité israélien d'initiative pour le rétablissement des relations israélo-soviétiques» s'est rendu en URSS du 22 septembre au 1er octobre. Le journal sioniste «Yedioth Aharonoph» révèle que «la délégation a fait partout l'objet d'un accueil chaleureux.» Elle avait pour objectif «l'étude de l'amélioration des rapports soviéto-israéliens et le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.»

Une autre indication éloquentes des véritables intentions de la superpuissance russe à l'égard de la lutte des peuples arabes et palestiniens a été fournie par le leader des phalanges libanaises, Pierre Gemayel, révélant publiquement que les armes dont elles se servent pour tirer notamment sur les résistants palestiniens, lui ont été fournies par Moscou.

Pour une industrie militaire arabe

Revenant sur le sabotage de la guerre d'octobre par l'URSS, le vice-président égyptien vient de déclarer :

«Les avions soviétiques ne se sont mis à décoller qu'après que les avions israéliens aient gagné la mer Rouge pour rejoindre leur pays. Nous souffrions en silence en voyant leurs migs voler selon les ordres de Moscou et non les nôtres.»

De son côté, le chef d'État-Major égyptien révèle que l'Égypte recourt actuellement à deux moyens pour se procurer des armes : «chercher de nouvelles sources et atteindre l'auto-suffisance pour la fabrication locale. L'organisation des industries militaires arabes jouera son rôle dans la fabrication locale d'armes.»

Namibie

Les combattants de la liberté du SWAPO (organisation populaire du Sud-Ouest africain) ont fait 150 à 200 tués dans les rangs des soldats sud-africains entre avril et juillet déclare un communiqué récent. Le SWAPO réaffirme dans ce texte qu'il ne saurait être question d'aucune sorte de «règlement pacifique» en Namibie à l'heure où les autorités racistes renforcent leur présence militaire et intensifient la répression brutale envers le peuple africain.

26^e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
Journée de l'amitié
FRANCO-CHINOISE

SAMEDI

11

OCTOBRE

de 13 h à 24 h

dans les 5 salles de la

MUTUALITE

24 rue St-Victor 75005 Paris

métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 7 F

(gratuit pour les moins

de 15 ans)

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

32 rue Maurice-Réjane - 75014 Paris - Tél. : 783.67.46

Au programme :

FILMS INEDITS

13 h 30 : Le chemin de fer

Tchangou-Koueming

16 h : Acrobates

20 h 20 : De victoire en victoire

EXPOSITION de gravures

sur bois originales

16 h : MEETING

FORUMS DE DISCUSSION

"Palais des enfants"

(à partir de 4 ans)

BUFFET

VENTES de livres, affiches

disques, timbres, artisanat

**LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
26 ANS APRES SA FONDATION**

**Constituer partout
des réserves
de céréales**

C'était un petit village sur la rive sud du Yangtsé. Les meules, sur l'aire de battage, sont des réserves collectives de riz que l'équipe de production a constituées après la distribution des rations des paysans et les livraisons à l'État.

Il n'y a pas que les réserves collectives de l'équipe de production. Les familles paysannes de ce village possèdent, elles aussi, depuis de nombreuses années, des céréales excédentaires.

Cette équipe de production n'est pas la seule à constituer des réserves de céréales collectives et familiales.

Dans le district de Yintong, province du Kirin en Chine du nord-est, les céréales en excédent dans les équipes de production et les familles paysannes s'élevaient à 49 000 tonnes.

En plus de ces réserves chez des habitants, des quantités de céréales sont aussi stockées par l'État.

Avant la Libération, le peuple chinois a mené une guerre révolutionnaire nationale et démocratique pendant plus de vingt ans. Après la Libération, il a entrepris la révolution et l'édification socialistes pendant autant d'années. Il a ainsi profondément compris l'importance de la constitution des réserves de céréales en prévision d'une guerre et de calamités naturelles.

Au cours de la guerre révolutionnaire, le peuple chinois a triomphé du puissant ennemi de l'intérieur et de l'extérieur avec «le millet plus le fusil». A l'époque, dans les bases d'appui révolutionnaires, les paysans d'une part, offrirent largement des céréales à l'Armée populaire pour soutenir la guerre révolutionnaire, d'autre part, ils vidèrent les champs devant l'ennemi, ne lui laissèrent pas une seule graine. Le président Mao appela les militaires et les civils des bases d'appui à «se mettre à la tâche pour assurer largement vêtements et nourriture». Un mouvement de la production, lancé à cet appel, soulagea la population et contribua à soutenir la guerre prolongée, et ce, jusqu'à la grande victoire.

Déjà en 1933, au cours de la guerre révolutionnaire, le président Mao appelait la population des bases d'appui révolu-

tionnaires à «créer des stocks de vivres en prévision de la famine». Il recommandait à l'armée et à la population de planifier, en année de vache grasse, la consommation des céréales et d'en réserver une certaine quantité en cas de calamités naturelles.

Après la fondation de la Chine nouvelle, le président Mao a donné plusieurs directives : «Il est indispensable d'avoir des céréales en réserve, on en stocke un peu chaque année et les réserves augmenteront régulièrement» «Se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple» «Creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie».

Par suite du développement de la construction des travaux hydrauliques des champs, l'agriculture de nos jours a pu mieux résister aux calamités naturelles. Mais pour le moment, on n'arrive pas encore à les prévenir complètement. Depuis vingt ans et plus, il y eut beaucoup d'années prospères, mais aussi des années de vaches maigres ; même dans une bonne année, il arrivait souvent que telle ou telle région était sinistrée. Grâce aux réserves de céréales constituées par l'État et les paysans, et malgré les nombreuses calamités naturelles, le peuple a toujours pu se nourrir et l'économie nationale se développer de manière planifiée.

La Chine ne sera jamais une superpuissance. Constituer partout des réserves de céréales et creuser de profonds souterrains visent aussi à prévenir l'éventuelle guerre d'agression des superpuissances. A présent, la situation internationale est marquée par de grands bouleversements de par le monde. D'une part, la lutte menée par les peuples du tiers monde et des autres pays du monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme se développe impétueusement. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution, c'est d'ores et déjà devenu un courant historique irrésistible. D'autre part la rivalité entre les deux superpuissances en vue de l'hégémonie mondiale devient toujours plus virulente. Les fac-



Les meules qui servent à stocker des céréales dans une équipe de production en Chine du sud.

teurs de la révolution et de la guerre vont s'accroissant. La dispute acharnée entre les deux superpuissances aboutira un jour à l'éclatement de la guerre mondiale. Le peuple chinois est pleinement préparé à cet égard. Constituer partout des réserves de céréales, c'est une préparation indispensable. En cas d'invasion de l'ennemi, la Chine trouverait sur toute l'étendue de son immense territoire, des céréales pour approvisionner son armée et sa population et soutenir la guerre contre l'agression. Ainsi, elle serait toujours invincible.

Se suffire en céréales, c'est une question d'importance majeure qui touche à l'indépendance politique et économique de l'État. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, l'ancienne Chine devait importer chaque année des céréales. Les impérialistes appliquaient leur politique colonialiste dans leur contrôle du marché de céréales. A long terme, un pays indépendant ne doit pas dépendre des importations de céréales. Un pays ne peut consolider son indépendance politique et développer son économie, s'il ne peut couvrir les besoins de son peuple en produits alimentaires élémentaires.

Fidèle au principe de la confiance en ses propres forces, la Chine nouvelle s'efforce d'aug-

menter la production de céréales pour ne pas avoir à compter sur les importations, et met ainsi fin à la dépendance vis-à-vis des pays impérialistes, comme c'était le cas de l'ancienne Chine.

Les importations actuelles par la Chine de certaines quantités de céréales visent essentiellement à en diversifier les variétés. Depuis 1972, elle a importé des céréales, notamment du blé, pour une valeur totale de 2 milliards de dollars et en a exporté pour la même somme, surtout de riz.

Depuis la fondation de la Chine nouvelle, sa population a augmenté de 60 %, mais la production des céréales de 104 %. Notons que cette dernière a été réalisée avec peu d'engrais chimiques et un niveau de mécanisation et d'électrification encore peu élevée. On a encore beaucoup à faire dans l'extension des champs cultivés et dans la construction des travaux hydrauliques des champs. Il existe donc un grand potentiel pour augmenter la production de céréales. Cela montre également que tant qu'on persiste dans le principe de la confiance en soi, on parvient non seulement à s'abstenir d'importer des céréales, mais encore à constituer des réserves.

COLLUSION

GISCARD-PONIA-FRANCO DANS LE DOMAINE CULTUREL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'UNION POPULAIRE DES ARTISTES ET
DU FRONT DES ARTISTES PALESTINIENS

A l'appel de deux groupements d'artistes : l'Union populaire des artistes (membre du FRAP) et le Front des artistes palestiniens, une manifestation culturelle contre la terreur fasciste et les exécutions des militants révolutionnaires espagnols devait se dérouler sur le terre-plein ouvert faisant partie du musée d'Art moderne de la ville de Paris. Dès 13 heures, un important déploiement policier s'est posté autour du musée d'Art moderne et a commencé à filtrer les visiteurs en interpellant et en arrêtant quelques sympathisants.

Vers 16 heures, aux explications demandées à la police par les autorités du musée d'Art moderne et de la Biennale, il a été répondu que la manifestation culturelle pouvait se dérouler si elle n'avait aucun caractère politique et ne comportait aucun slogan antifranquiste !

Le libéralisme de Giscard et de sa culture montre son caractère profranquiste.

En tant que producteurs de culture cette attitude du pouvoir giscardien et de ses provocations policières justifie notre action. Nous sommes là pour que la culture ne serve pas à dissimuler la réalité, mais serve les aspirations populaires.

Nous faisons appel à toutes les personnes impliquées dans la production et la diffusion de la culture, tous les intellectuels pour soutenir notre action et intervenir à toutes les occasions de dénoncer le franquisme et de populariser les mouvements populaires en Espagne.

Vendredi 3 octobre 17 h 30

A noter que le vendredi 26 septembre, les employés du musée avaient fait grève pour protester contre les condamnations à mort prononcées par le régime franquiste contre les antifascistes du FRAP et de l'ETA.

Ce vendredi 3 octobre, des militants de la CFDT du musée ont également fait une déclaration de soutien à la juste lutte des antifascistes espagnols.

UN QUOTIDIEN ALGÉRIEN PRÉSENTE LES OUVRAGES DE JACQUES JURQUET

«*El Moudjahid*», quotidien national d'information de l'Algérie, a présenté dans son édition du 3 octobre dernier les deux premiers tomes de notre camarade Jacques Jurquet sur «*La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*».

Publié dans la rubrique hebdomadaire culturelle, l'article occupe les deux tiers d'une page, comporte les photographies des pages de couverture des deux tomes déjà parus ainsi qu'un texte signé du journaliste algérien Mohamed Laidi. Ce dernier conclut notamment : «*Depuis la "démission" du PCF de la ligne de la 3^e Internationale sur le problème des colonies, Jurquet nous amène avec son jeu de documents à conclure que cette grande organisation s'est placée à la remorque de l'Histoire... ce document mérite le droit de cité à l'heure où le peuple algérien réécrit son histoire, sa propre histoire...*»

Signalons par ailleurs que dans le numéro de mars-avril 1975 de «*Ab Kitab*», bulletin mensuel d'information de la Société nationale d'édition et de diffusion, publié en Algérie, plusieurs pages ont été consacrées par M. A. Meziane à la présentation des mêmes ouvrages, qui sont en vente dans les librairies algériennes.

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES

Extrait d'un communiqué du Comité de Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge.

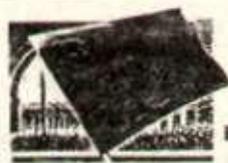
EXPOSITION, FILM, DÉBAT SUR L'ALBANIE NOUVELLE

Le vendredi 26 septembre, à Saint-Michel-sur-Orge, ville d'origine de la grande banlieue parisienne, le récent comité local... a réuni une cinquantaine d'amis et de curieux de l'Albanie socialiste.

Une exposition de photos et de panneaux d'information ont présenté quelques aspects de l'Albanie nouvelle, dans les domaines de l'enseignement, de la classe ouvrière et des salaires, du développement de la collectivisation de l'agriculture, de l'établissement du Plan, du développement industriel et technologique, lié au déroulement de la révolution prolétarienne, de la contribution de l'Albanie à la lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances (USA et URSS).

Une projection de photos, et du film «*Des pioches et des fusils*» ont aidé à animer une riche discussion qui s'est prolongée tard dans la nuit, et qui a porté principalement sur des aspects du contrôle ouvrier, du développement économique, de la situation des paysans travailleurs, des transformations de la famille et de la place des femmes dans la société, de l'attachement de l'Albanie à son indépendance nationale, de ses références à l'enseignement de Staline, de ses liens idéologiques et économiques avec la République populaire de Chine. (...)

Le Comité de Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge, des Amitiés Franco-Albanaïses
Transmis par le correspondant H. R.



LENINE EN OCTOBRE 1917

RÉSUMÉ : Lénine après la réunion du Comité central est allé se reposer chez l'ouvrier Vassili. Le beau-frère de ce dernier a envoyé une lettre de la campagne où il parle des luttes des paysans pauvres.



33) Lénine insiste avec vigueur : «*Il faut écrire une lettre pour qu'ils répartissent la terre*». Comment traiter les propriétaires fonciers ? Lénine donne la directive suivante : «*Chassez les tous*». Lénine est extrêmement content de s'apercevoir que la tempête révolutionnaire qui ébranle les larges masses des paysans pauvres de la campagne s'est étendue à tout le pays.



34) A la fin de sa lettre, «*Petit Pierre*» demande quel genre d'homme est Lénine. Comme Natacha ne sait pas que celui qui se trouve devant elle est justement Lénine qu'elle voulait voir depuis longtemps elle demande : «*Camarade avez-vous vu une fois Lénine ?*» Lénine se tourne vers Vassili en souriant, et celui-ci ne sait que répondre.



35) Tout en riant, Lénine commence à décrire sa propre physionomie : «*Lénine est de petite taille, un peu chauve, non, entièrement chauve...*» Il change de sujet en disant qu'il se fait déjà tard et que tout le monde doit aller se coucher.

(A SUIVRE)

Un point d'histoire

INTERNATIONALISME PROLETARIEN, DEVOUEMENT ET SACRIFICE LES BRIGADES INTERNATIONALES

Ces dernières semaines, des milliers de gens à travers le monde ont manifesté leur haine du franquisme et leur solidarité avec les peuples d'Espagne, les antifascistes et les patriotes qui luttent les armes à la main contre la dictature sanguinaire de Franco.

L'Espagne en 1936 avec ses 24 millions d'habitants est un pays extrêmement pauvre, à l'économie arriérée, à base agricole. L'économie capitaliste y est peu développée, et subit les contrecoups de la crise générale de l'impérialisme de 1929. On compte officiellement plus de 600 000 chômeurs ouvriers. Dans les campagnes règne le régime féodal de la grande propriété foncière. On compte 2 millions d'ouvriers agricoles, surtout dans le Sud, et 50 000 gros propriétaires fonciers se partagent plus de 50 % des bonnes terres.

La base sociale du régime monarchique jusqu'à la déclaration de la République en 1931, sera cette classe rétrécie des grands propriétaires fonciers. Avec la mise en place du régime républicain, le pouvoir politique passera aux mains de la bourgeoisie, grande et moyenne, qui réprimera les luttes de classes des ouvriers et des paysans, ainsi que les luttes nationales des minorités, Basques, Catalans, etc.



Revue militaire des Brigades internationales.

En 1934, éclatera dans les Asturies, la région la plus industrialisée d'Espagne, un très important mouvement prolétarien des mineurs qui partira sur la base de revendications sur le travail et le salaire pour déboucher très rapidement sur la lutte armée face à la répression : en quelques jours 30 000 ouvriers s'enrôleront dans l'Armée rouge des Asturies.

Pour réduire l'insurrection prolétarienne des Asturies, deux généraux, dont Franco chef d'État-Major, feront intervenir la légion étrangère du Maroc.

En janvier 1936, l'Assemblée («Cortès») est dissoute et les élections de février 1936 voient remporter le Front populaire. L'amnistie contre les insurrectionnels est prononcée et Franco est déchargé de ses fonctions et envoyé aux Iles Canaries.

Dès lors un très large mouvement spontané des ouvriers agricoles et des paysans pauvres se développe dans les campagnes : ils appliquent le mot d'ordre du Parti communiste «la terre à ceux qui la travaillent», occupent les terres et chassent les gros propriétaires fonciers et les paysans riches. Dans les villes industrialisées les

mots d'ordre de grève se succèdent, et les luttes de classes se multiplient.

Sur le plan international les grandes puissances impérialistes européennes, japonaise et américaine rivalisent pour la domination mondiale et se regroupent en bloc.

L'Allemagne et l'Italie fascistes vaincues en 1918 et pratiquant une politique de développement accéléré des armements, réclament un repartage du monde et se préparent à l'expansion militaire. En Grande-Bretagne et en France, la grande bourgeoisie a peur de la montée du mouvement ouvrier et populaire, avance le mot d'ordre «plutôt Hitler que le Front populaire», et manœuvre pour pousser l'impérialisme allemand à attaquer le bastion des travailleurs qu'était l'URSS dirigée par J. Staline.

C'est dans ce contexte que Franco, représentant les intérêts des classes les plus rétrogrades et réactionnaires, appuyé par les phalanges-fascistes, déclenchera un coup de force le 17 juillet 1936 en débarquant ses troupes du Maroc au Sud de l'Espagne et en appelant les officiers à se joindre à lui.

Les peuples révolutionnaires réclament des armes. Le gouvernement social-démocrate devant les fascistes séditionnels prétend qu'ils sont isolés pour refuser d'armer les travailleurs. Malgré tout, ces derniers s'organisent en milices ouvrières et paysannes, trouvent des armes et ripostent à l'avancée des bandes fascistes de Franco. Les officiers et tous ceux qui voulaient soutenir la rébellion franquiste sont capturés et exécutés. Les vaillants combattants espagnols, catalans, basques, etc., se battent avec un courage sans pareil, avec un grand esprit de sacrifice pour sauver les acquis de leurs luttes notamment démocratiques.

Mais cela ne suffit pas. Et les agents du franquisme utilisent largement certains éléments notamment les groupes trotskystes pour diviser, semer la confusion et saper la nécessaire unité de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques*. Franco ne cesse de gagner du terrain, d'autant plus que l'impérialisme allemand et italien lui envoie de grandes quantités de matériels de guerre moderne ainsi que des experts militaires. Le gouvernement Blum du Front populaire au nom de la «non-intervention» refusera d'envoyer des armes. Seule l'URSS soutiendra sans réserve la lutte armée des peuples d'Espagne contre la rébellion franquiste.

Des travailleurs de nombreux pays viendront apporter leur aide à leurs frères espagnols, dès les premiers jours des combats armés. On verra la centurie Ernst Thaelman (du nom du secrétaire général du Parti communiste allemand assassiné par les nazis) réputée pour son courage et sa discipline, la brigade «Commune de Paris» créée par des militants ouvriers communistes français, etc. Toutes se battent aux premières lignes.

Mais ce n'est qu'en août 1936 que l'idée de l'organisation de «Brigades internationales» est émise. Elle le sera par le Comité central du PCE

Cet internationalisme plus vivant que jamais, malgré les tentatives de dévoiement notamment des chefs révisionnistes, est tout à fait à l'image de ces glorieuses «Brigades internationales» formées en octobre 1936 qui aux côtés des peuples d'Espagne devaient courageusement combattre la contre-révolution fasciste de Franco.

qui a déjà constitué le 5ème régiment qui accueille tous les volontaires antifascistes espagnols : elle comptera 70 000 hommes en juillet 1936 divisés en quatre blocs encadrés par des commissaires politiques : Leningrad, Commune de Paris, Madrid et Cronstadt.

Les «brigades internationales» devront être rattachées à ce 5ème régiment et regrouper tous les antifascistes étrangers volontaires pour combattre le vieil ami d'Hitler, Franco.

De dures négociations eurent lieu avec le gouvernement de la République espagnole qui a peur du communisme, mais le 22 octobre l'autorisation officielle est donnée. La IIIème Internationale donnera la directive à tous les partis communistes de travailler à guider les antifascistes désireux de se battre en Espagne.

A leur arrivée en Espagne ils devront chacun faire cette déclaration solennelle :

«Je suis volontaire des brigades internationales parce que j'admire profondément la valeur et l'héroïsme du peuple espagnol en lutte contre le fascisme international.

«Parce que mes ennemis de toujours sont les mêmes que ceux du peuple espagnol, ce sont les fascistes.

«Parce que je sais que si le fascisme est victorieux en Espagne, demain il le sera dans mon pays et mon foyer sera dévasté.

«Parce que je suis un travailleur, un ouvrier ou un paysan qui préfère mourir debout que vivre à genoux.

«Je suis ici parce que je suis un volontaire, et donnerai s'il le faut jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour sauver la liberté de l'Espagne, la liberté du monde.»

Plus de 40 000 internationaux représentant 54 nations participeront à ces brigades.

Parmi eux, Pierre Georges que l'on connaît plus tard sous le nom de «Colonel Fabien» héros de la résistance en France à l'occupation nazie et au régime de Vichy, dirigeant des Jeunesses communistes de France, accusé à l'époque de terrorisme par les nazis et Pétain.

Fabien était l'un des 9 000 travailleurs français qui devaient combattre en Espagne de fin 1936 à 1939, date de la dissolution des brigades.

En trois ans, les brigades internationales livrèrent des centaines de batailles aux côtés de leurs frères d'Espagne contre l'armée fasciste de Franco. Pratiquement tous les volontaires devaient acquérir leur formation militaire au front. Beaucoup ne revinrent pas, les fascistes ne faisant aucun prisonnier.

La défaite temporaire des peuples d'Espagne n'entama en rien la manifestation de haut esprit d'internationalisme prolétarien, de sacrifice et de dévouement à la cause révolutionnaire des peuples, qui guidaient tous les volontaires d'Espagne. Leur héroïsme les a rendus éternels.

* Franco qui espérait prendre Madrid très rapidement par une attaque-éclair, s'était vanté que, outre les quatre colonnes fascistes qui marchaient sur Madrid, il disposait d'une cinquième colonne qui se trouvait dans la capitale même : d'où l'origine du terme 5ème colonne ennemie...

SOUTIEN TOTAL AUX PEUPLES D'ESPAGNE

DIMANCHE MATIN, SUR LE MARCHÉ DE MONTREUIL

Surprise pour les habitants de Montreuil venus faire leur marché à la Croix-de-Chavaux : de loin on entend retentir les chants de la Guerre d'Espagne ! En approchant un peu, on aperçoit une banderole accrochée à l'angle de deux rues : «Honneur aux camarades du FRAP et de l'ETA assassinés». Au-dessous, les photographies des cinq militants antifascistes, et celle de Garmendia,

«Peuples du monde, peuples d'Espagne, solidarité», présente les manifestations de soutien aux militants espagnols en France et dans le monde, et enfin le quatrième, partant de l'exemple historique des Brigades internationales, appelle les travailleurs de Montreuil et tous les antifascistes à se regrouper dans un Comité de soutien aux luttes révolutionnaires des peuples d'Espagne.



assassiné dans sa cellule. Et puis, un groupe s'immobilise autour d'une table : les uns distribuent des tracts, d'autres par terre, rédigent des panneaux, préparent des photos, d'autres encore discutent avec les passants autour d'une table de vente où se trouvent des documents du FRAP et du PCE (m-l) ainsi que divers numéros de l'Humanité rouge. Les gens s'arrêtent, lisent les panneaux en cours de confection ou déjà affichés :

— Le premier : «Espagne, qui sont les terroristes ?» montre que les vrais terroristes, ce sont Franco et sa clique. Le deuxième : «Guerre au fascisme» appelle à opposer la violence populaire des masses à la violence fasciste et expose les 6 points de la plateforme du FRAP. Le troisième :

De nombreuses personnes viennent s'informer et discuter avec les camarades présents. Parmi elles, beaucoup d'Espagnols. Des militants du FRAP expliquent le sens de leur lutte. Des gens laissent leur adresse, demandent à être contactés pour participer au Comité de soutien. Par ailleurs, des contacts sont pris avec plusieurs organisations politiques présentes sur le marché.

En bref, un premier pas intéressant, et même enthousiasmant, qui montre la possibilité et la nécessité impérieuse d'organiser les masses dans un vaste mouvement de soutien à la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne ! Affaire à suivre !...

Des camarades de Montreuil-sous-Bois.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE

Un rappel : restent encore disponibles bulletins d'abonnement et affiches éditées par E-100 pour sa campagne d'a-

bonnement aux périodiques chinois

Du 1 au 15 octobre se tient une exposition sur la République populaire de Chine au Centre culturel de Chelles (77), contenant notamment des photos actuellement inédites en France sur la santé en Chine et sur le Tibet.

A l'occasion du 26ème anniversaire de la République populaire de Chine

EXPOSITION-VENTE D'AFFICHES CHINOISES

(plus de 100 modèles de tous les styles)
à la librairie : LES HERBES SAUVAGES
70 Rue de Belleville — 75020 PARIS

Ouverte du lundi au samedi
de 10h. à 19h. 30

L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 8 octobre 1975

LE P.C.M.L.F. SALUE LE CONGRES DE FUSION DU P.D.U.P. ET DE P.L.C.

Nous avons reçu le message ci-dessous adressé par le PCMLF au congrès de fusion du PDUP (Parti démocratique d'unité populaire) et de PLC (Pour le communisme).

Le 4 octobre, le PDUP et PLC vont tenir un congrès placé sous le signe de l'unification. Nous nous réjouissons de cet événement.

En effet, quoique nous ayons un certain nombre de divergences politiques avec vos organisations, nous considérons comme une bonne chose que des formations se réclamant du marxisme-léninisme et se référant à la Chine et à l'Albanie socialistes progressent dans la voie de l'unité.

Dans notre pays comme dans le monde, à l'heure actuelle, la situation est excellente pour la classe ouvrière et le peuple travailleur.

Les facteurs de guerre et ceux de la révolution grandissent en même temps. Les masses populaires partout en Europe se dressent dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste et ses valets, et les superpuissances et leurs agents rencontrent une opposition toujours plus forte à leurs tentatives hégémoniques.

Dans cette situation de bouleversements profonds en cours, la question décisive pour l'avenir de la révolution en France, c'est l'existence d'un puissant parti marxiste-léniniste unique face au parti révisionniste des Marchais, Leroy et Cie.

Aussi, pour aller au-devant des combats historiques qui s'annoncent pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale, il est à notre avis urgent de procéder avec courage et audace au regroupement de toutes les forces soucieuses de combattre la bourgeoisie capitaliste

et le révisionnisme moderne, au sein d'un même parti.

C'est avec ce souci que notre parti s'est engagé dans la voie de l'unification progressive avec d'autres formations en partant du désir commun de l'unité, afin de parvenir, par la critique et l'autocritique des erreurs respectives, à une unité plus élevée.

Ainsi, à notre point de vue, dans l'unification, l'unité idéologique des formations en présence prime sur les divergences politiques. Si le désir sincère de l'unité anime les organisations se réclamant du marxisme-léninisme, alors les divergences politiques seront progressivement résolues et l'unité organisationnelle sera possible.

Le PDUP et PLC ont aujourd'hui décidé de s'unir, voilà qui démonte totalement les accusations lancées par la presse bourgeoise qui veut présenter les marxistes-léninistes comme se divisant à l'infini. Non, l'esprit révolutionnaire marxiste-léniniste exige de travailler à l'unité ; il n'y a pas au sein de la classe ouvrière d'intérêts antagoniques, voilà pourquoi rien ne saurait justifier l'existence de plusieurs organisations révolutionnaires prolétariennes.

Nous sommes persuadés que votre unification constitue un pas dans la voie de l'existence d'un parti marxiste-léniniste unique, et, pour notre part, nous sommes décidés d'adopter à l'égard de votre nouvelle organisation une attitude résolument unitaire.

Recevez, camarades, notre salut communiste marxiste-léniniste.

Le Bureau politique
du Parti communiste
marxiste-léniniste de France

Le 3 octobre 1975

A TITRE D'ESSAI, ABONNEMENT GRATUIT

Pour 15 jours, du 14 au 25 octobre, envoyer le journal à :

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

L'abonnement gratuit à titre d'essai est une bonne formule. Un exemple, rapporté par l'un de nos camarades. Il a rencontré il y a deux jours, un camarade ouvrier syndicaliste CGT, qu'il avait perdu de vue depuis des années. Après discussions, il lui donne un numéro du quotidien... et à tout hasard, lui propose un abonnement d'essai. Accord

immédiat, sans hésiter ! Qui sait si ce nouvel abonné de 15 jours ne deviendra pas un abonné définitif.

Attention ! Cette offre est limitée dans le temps. A partir du 14 octobre, nous n'enverrons plus d'abonnement gratuit d'essai.

Se presser d'envoyer des adresses donc !

UNE CAMPAGNE BIEN ORCHESTREE

«Casseurs», «flambée de violence», «terroristes», ce sont là des mots qui depuis quelques jours reviennent avec insistance dans les colonnes de certains journaux, sur les antennes de radio et de télévision.

On peut parler d'une véritable campagne de presse. Elle s'est engagée à l'occasion des bris de vitrines commis sur les Champs-Élysées lors des manifestations antifascistes des 26 et 27 septembre.

Nous avons déjà eu l'occasion de donner notre point de vue à ce sujet sans aucune équivoque : nous condamnons les actes de vandalisme commis contre des édifices, des magasins n'ayant pas de rapport avec la lutte antifasciste. Ces actes et l'exploitation qui en est faite ne visent qu'à discréditer les manifestations antifascistes, à préparer l'opinion à la répression. On se souvient d'un samedi soir où des policiers en civil s'étaient livrés à de tels actes boulevard Saint-Michel. On dit qu'il en irait de même aujourd'hui.

La campagne engagée semble vouloir plus particulièrement préparer à la répression contre les marxistes-léninistes et les antifascistes espagnols.

Pour s'en convaincre il suffirait de lire le numéro du journal «Le Point» de cette semaine.

Dans le cadre d'une rubrique intitulée «Violences», le FRAP et le PCMLF sont gravement mis en cause sous la plume d'un dénommé Dominique de Montvalon, à propos de la manifestation du lundi 30 septembre. L'auteur de l'article procède par insinuations calomnieuses. A la question «Qui ? Pourquoi ?» il veut accrédi-ter comme réponse : le FRAP et le PCMLF.

1) Il laisse entendre que le FRAP et les marxistes-léninistes français seraient les auteurs d'une agression contre la personne de Mitterrand. Il écrit : «Il y a une chose sûre, c'est que deux de ses principaux agresseurs figuraient auparavant, de la République à la Bastille, dans le groupe des manifestants du FRAP».

A cela il faut répondre deux choses : à 19 heures, lorsque Mitterrand a été agressé l'ordre de dispersion avait déjà été donné aux manifestants regroupés derrière le drapeau du FRAP. Ensuite, il n'y avait aucune raison de s'en prendre à Mitterrand pour la bonne raison qu'en début de manifestation, le PS, la CFDT et le PSU étaient intervenus auprès des dirigeants du P«C»F pour exiger d'eux que le FRAP et l'ETA puissent manifester en tête de cortège.

2) L'auteur de l'article affirme également que les manifestants regroupés derrière le drapeau du FRAP seraient responsables de l'agression policière commise contre la manifestation : «Tout se joue en une seconde. Les socialistes réussissent à se faufiler ; leurs agresseurs, eux, battent en retraite ; l'échange de pierres et de grenades commence. Et,

Michel Rocard secrétaire du PS :

Une promotion qui ne plait pas à tout le monde

Michel Rocard a été nommé la semaine dernière au secrétariat du Parti Socialiste. L'Humanité qui s'occupe de près des affaires intérieures des alliés du P«C»F n'a pas tardé à commenter cet événement. Dès lundi matin, on pouvait y lire en effet que Rocard se caractérise par une «attitude constante critique à l'égard du programme commun». Voilà qui suffit à tourmenter la clique Marchais d'autant plus que la promotion de Rocard marque son poids croissant dans la direction du PS. A tel point d'ailleurs que celle-ci a dû faire un démenti à la presse qui présentait déjà Rocard comme le dauphin de François Mitterrand. Une chose en tout cas que l'Humanité ne dit pas et qui ne doit pas être étrangère à sa hargne contre Rocard, c'est que celui-ci est un ami de la Chine et membre de la présidence des Amitiés franco-chinoises.

du coup, le gros des manifestants, qui pendant ce temps-là, continuait à arriver pacifiquement place de la Bastille, verra peu après pleuvoir sur la place, sans rien y comprendre, des grappes de fumigènes.»

Or, répétons-le, à ce moment, les militants espagnols du FRAP et les marxistes-léninistes français étaient dispersés.

3) Plus loin, l'auteur amalgame «les mots d'ordre du FRAP et du PCMLF» avec «les violences des Champs-Élysées (du moins celles qui n'étaient pas dirigées contre les édifices espagnols)».

Or on sait que le vendredi 26 septembre, les militants du FRAP et les marxistes-léninistes français sont restés face à l'ambassade d'Espagne tandis que se déroulait le casage de vitrines sur les Champs-Élysées. Ils n'ont quitté l'ambassade d'Espagne qu'aux environs de 3 h 30 du matin après de violentes charges de gendarmes mobiles.

4) L'auteur écrit encore : «... à Paris, le FRAP est activement soutenu par les maoïstes du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France). Les uns et les autres se défendent d'être des "casseurs de vitrines"... ils font — ou disent faire — de la politique.»

Ce qui est une façon assez ignoble de dire que le FRAP et le PCMLF ne sont pas des organisations politiques mais des organisations de «casseurs».

5) Si l'auteur de cet article excelle dans le mensonge, il est par contre des vérités qu'il se garde bien de dire. Il ne dit pas que le service d'ordre du P«C»F a agressé violemment les représentants des organisations des fusillés : le FRAP et l'ETA. Il cherche à inverser les rôles et, à présenter les antifascistes espagnols et les marxistes-léninistes français pour des agresseurs alors qu'ils ont dû faire face aux agressions fascistes du S.O. du P«C»F. A tel point qu'il faut bien se demander si ce qu'il écrit ne lui a pas été dicté par les seuls agresseurs qui soient.

Rassemblement des jeunes sous le signe du réformisme

Le grand rassemblement organisé à Paris par les directions confédérales CGT et CFDT en faveur des jeunes victimes du chômage est resté très en deçà des objectifs initiaux de ses promoteurs, qui voulaient regrouper un demi-million de participants. Ils en ont reçus moins du cinquième, et, le dimanche à 11 h 30 une responsable CGT, Janine Marrest, pouvait exprimer la déception des dirigeants révisionnistes en annonçant au micro que sur 700 cars attendus de province 88 seulement étaient arrivés. Quant on sait comment sont recrutés les passagers (non payants) «pour faire une ballade à Paris», c'est bien peu !

En vérité les jeunes en ont assez des kermesses sans lendemain, si bariolées et sonores soient-elles, organisées par le P«C»F et la CGT. Entre les batailles de classes dures et sérieuses qu'exigent les méfaits du patronat et la bourgeoisie capitalistes, et les mascarades avec badges et chapeaux de papier où l'on inscrit «A bas le chômage», ils savent que ces dernières ne les conduisent à aucune victoire, tandis que les premières leur permettent de remporter effectivement certains succès. Ce n'est pas en effet en scandant «Cho, cho, cho, chômage ras-le-bol !» ou bien «Union-action-Programme commun !» que l'on peut faire lever concrètement les licenciements, ou que l'on peut imposer des mesures efficaces pour fournir du travail à chaque jeune chômeur.

Parmi toutes les délégations, encadrées par les jeunes révisés de service, une seule a osé avancer le

LES TRAVAILLEURS DU «PARISIEN» OCCUPENT NOTRE-DAME

Lundi, pendant plus de 4h 30, les travailleurs du Parisien Libéré, en grève depuis 219 jours, ont occupé Notre-Dame de Paris.

Les capitalistes ont essayé de maintenir le plus épais silence autour de la lutte des travailleurs du Parisien, espérant qu'ainsi la grève allait pourrir rapidement.

C'est en particulier pour rompre cet isolement dans lequel les patrons voudraient maintenir que les grévistes du Parisien sont intervenus à la Bourse le 26 septembre dernier et qu'ils ont, lundi 6 octobre, occupé Notre-Dame de Paris. Des centaines de personnes sont venues, s'informer, manifester leur soutien. Des milliers de tracts retraçant la lutte ont été distribués.

Et lorsque vers 15 heures, CRS et gardes mobiles ont fait évacuer la cathédrale, une manifestation s'est formée, grossie de nombreux travailleurs des autres journaux (le Monde, le Figaro, France-Soir). Enfin c'est en scandant «Non, non, non aux licenciements - non, non, non à la répression - etc...» que plus de 3 000 travailleurs de la Presse se sont rendus à l'imprimerie occupée de la rue d'Enghien.

LE «POUVOIR RÉGIONAL» DIVISE LE GOUVERNEMENT

Le débat sur le pouvoir régional en cours au sein de la bourgeoisie a connu de nouveaux développements ces derniers jours. Le Centre Démocrate de Lecanuet a en effet réaffirmé «son exigence d'assemblées régionales élues au suffrage universel». C'est là un point de vue rigoureusement contraire à celui exposé ces derniers temps par l'UDR et Chirac. Ce dernier, on s'en souvient, avait qualifié d'«irresponsables» et de «réveurs» les partisans du «pouvoir régional».

mot d'ordre d'espoir, celle venue du Rhône qui proclamait «Nous tisserons le lincoln du vieux monde, car on entend déjà la révolte qui gronde». Mais que pensent les jeunes du slogan «Travailleurs, policiers, même combat !», eux que l'immense majorité des flics, agissant sur ordre du pouvoir bourgeois, ne cessent de pourchasser et malmenier ?

Naturellement le service d'ordre social-fasciste des dirigeants révisionnistes du P«C»F et de la CGT s'en est pris aux militants marxistes-léninistes présents en attaquant et matraquant les diffuseurs de notre confrère «Le Quotidien du peuple». Nos camarades, en trop petit nombre, qui diffusaient notre journal, ont fait cause commune avec ceux du PCR (ml). Une jeune fille a été assez sérieusement blessée.

Pour clôturer, le discours de Séguy a bien donné le ton : «La jeunesse de France, a déclaré le secrétaire général de la CGT, membre du Bureau politique du faux Parti communiste français, lutte pour réformer et transformer la société dans le sens de la démocratie et du progrès social qui ouvriront à la France une perspective socialiste» (souligné par nous).

Gageons qu'un nombre de plus en plus nombreux de jeunes ouvriers et intellectuels ne placent plus leur espoir dans la voie réformiste ainsi définie par le leader de la CGT, et qu'à la proposition du «Programme commun» mystificateur, ils n'envisagent QU'UNE SEULE SOLUTION : LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.